

L'Europe de l'abondance ou de la précarité ?

L'Union européenne s'est construite par et pour la mise à disposition des peuples d'une énergie abondante et bon marché. En renversant complètement ce fondement, en prônant, par idéologie et par affairisme, une énergie rare et onéreuse, elle met en péril son existence même.

Par Samuel Furfari*

A la sortie de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants de l'Europe meurtrie mais réconciliée avaient compris que la paix, la réconciliation et la prospérité passaient par la mise à disposition pour leur peuple d'une énergie abondante et bon marché. Le traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951) et ensuite celui de l'Euratom (1957), qui ont été le fondement de l'Union européenne, ont rendu la chose possible. Vilipendée, on oublie que l'énergie est la même notion que le travail (au sens de la science physique) : tout, de l'action quotidienne la plus banale à la grande industrie, a besoin d'énergie. En 1950, la consommation des pays européens par habitant était de 2500 kilos d'équivalent de pétrole. Elle est à présent de 3260 kilos, avec en plus des progrès technologiques énormes en matière d'efficacité énergétique. Cette augmentation de la consommation d'énergie a permis de changer nos conditions de vie, à commencer par la pénibilité du travail manuel. Elle a bouleversé notre hygiène de vie, augmenté notre espérance de vie, permis la société de loisirs, créé la mobilité pour tous, etc. Ce n'est pas le cas partout ; en Afrique subsaharienne, la consommation par habitant est encore de 700 kilos équivalents pétrole. Dans l'Union européenne, la consommation d'électricité est de 6100 kilowattheures et de 530 kilowattheures en Afrique. Ces pays aspirent à jouir d'une bonne qualité de vie et, pour eux aussi, cela passera par une énergie abondante et bon marché.

Ce 14 juillet 2021, la Commission européenne a adopté un ensemble de douze propositions pour adapter les politiques de l'Union en matière de climat et d'énergie, en vue de réduire les émissions de CO₂ d'au moins 55 % d'ici à 2030. Ces mesures législatives et fiscales vont frapper tous les aspects du monde économique, mais aussi chaque geste

des citoyens européens y compris la taxation du chauffage et l'interdiction des voitures thermiques. Le moyen est — dans un renversement complet par rapport à 1950 — de rendre l'énergie rare et onéreuse. Bien entendu, les énergies éolienne et solaire sont présentées comme le remède alors qu'elles sont chères, intermittentes et variables. La Commission veut agir par la contrainte — un comble lorsqu'on prétend accentuer encore la défiguration de nos paysages. On mesure le défi, puisque depuis qu'on parle d'elles — en gros depuis les crises pétrolières des années 1970 — l'éolien et le solaire ne représentent que 2,5 % de la demande totale en énergie de l'Union. Vous ne rêvez pas : on a dépensé plus de mille milliards d'euros depuis 2000 pour atteindre ce résultat dérisoire. On ne sera pas surpris qu'il faille déclencher une avalanche de taxes et de contraintes diverses pour imposer la poursuite de cet objectif aussi absurde que liberticide. Pendant ce temps-là, l'énergie nucléaire, abondante et bon marché, est laissée de côté.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, QUI PRENDRA LA PRÉSIDENTIE TOURNANTE DE L'UNION DURANT LA CAMPAGNE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, OSERA-T-IL ÊTRE POLITIQUEMENT INCORRECT ?

Consciente des implications sociales des mesures fiscales qu'elle propose, la Commission veut compenser les taxes par un nouveau fonds social doté de 72,2 milliards d'euros. Il s'agit donc bien d'une redistribution des taxes sur l'énergie mais uniquement partielle, l'essentiel allant à des industries qui devront produire de l'énergie chère, un objet incongru, déplacé, à l'ère du marché mondialisé.

Puisque l'article 194.3 du traité de Lisbonne requiert l'unanimité pour les mesures de nature fiscale, le gouvernement hongrois a déjà fait savoir qu'il opposerait son veto à ces mesures contraignantes. Mais est-ce que cela suffira pour arrêter la rage taxatrice de la Commission ? Forte de l'appui médiatique et des ONG écologistes, elle tente le passage en force. Le gouvernement français, qui prendra la présidence tournante de l'Union durant la campagne pour l'élection présidentielle, osera-t-il être politiquement incorrect et s'opposer à l'Allemagne, qui mène cette course démago-

gique vers l'énergie rare et chère? La population européenne, constamment effrayée par des prévisions apocalyptiques des ONG écologistes, méconnaît les conséquences néfastes et utopiques de la politique énergétique de l'Union européenne: depuis l'adoption de la convention sur les changements climatiques, les émissions mondiales de CO₂ ont augmenté de 58 %. Lors du G20 qui s'est tenu à Naples ce 23 juillet, la Chine, la Russie et l'Inde ont refusé toute contrainte climatique.

L'Union s'est construite par et pour la mise à disposition pour les peuples d'énergie abondante et bon marché. En renversant complètement ce fondement, elle met en péril son existence même, car cette monoculture énergétique

mesurée à l'aune du CO₂ va produire l'inverse de la prospérité. Les peuples avaient adhéré à l'intégration européenne mais ils la rejettent si elle persiste dans la distribution de nos taxes aux affairistes, et à suivre les dogmes des adeptes de la décroissance. Nous avons besoin de l'Union, celle de la prospérité, de l'innovation technologique et non pas celle des contraintes et des taxes redistribuées à des industriels avides de subsides. Rendez-nous l'Union européenne de l'énergie abondante et bon marché! ●

**Samuel Furfari est professeur en géopolitique de l'énergie à l'Université libre de Bruxelles. Dernier ouvrage paru: "Écologisme, assaut contre la société occidentale" (VA Éditions).*

Le visage autoritaire du libéralisme

Quand le libéralisme sociétal remplace le vieux libéralisme politique, ce n'est plus l'État qui s'efface au profit de l'individu, c'est l'individu qui somme l'État de satisfaire tous ses désirs.

Par Ghislain Benhessa*

Souvenons-nous. Il y a plus de quatre ans, Emmanuel Macron s'est fait élire sur la promesse de « *libérer les énergies de ceux qui peuvent* », d'édifier la « *start-up nation* » et d'assurer l'émancipation des individus. On allait voir ce qu'on allait voir. Une fois les dinosaures de la politique au placard, remplacés par les jeunes pousses d'En marche!, la France arracherait sa vieille tunique étatiste et poussièreuse pour revêtir le costume souriant du libéralisme aux saveurs progressistes. Chacun serait — enfin! — libre d'être ce qu'il veut, en toute liquidité. Qu'en reste-t-il aujourd'hui? En quelques jours à peine, l'impensable s'est produit: plus de sortie au cinéma ou au restaurant sans passe sanitaire. C'est soit la vaccination, soit la mort sociale. Voir le licenciement. Curieuse façon de parier sur la raison et le génie de l'Homme que de jeter aux orties le consentement, fondement de notre contrat social.

En vérité, et c'est le plus instructif, une telle politique n'est que la déclinaison sanitaire du tournant pris par le libéralisme. À l'origine, les penseurs libéraux nés en Angleterre étaient animés par des principes hautement louables: autonomie individuelle, résistance face à l'oppression,

maintien de la puissance du gouvernement dans des bornes strictes, sous l'œil scrupuleux des juges. Rien ne devait entraver l'exercice de la liberté. Mais ce libéralisme politique s'est vu dépasser par son cousin dégénéré: le libéralisme sociétal. Pour ce dernier, pas question de laisser les individus tranquilles chez eux, sagement dans leur coin, jouissant de leur vie privée et de leur droit de vote. C'est ringard et trop peu militant. Il faut à tout prix briser leurs chaînes — même celles

**NON PAS MOINS
MAIS PLUS
D'INTERVEN-
TIONNISME,
POUR CORRIGER
TOUTES
LES INÉGALITÉS,
RÉELLES
OU SUPPOSÉES,
QUITTE
À IMPOSER LOIS
ET RÉGLEMEN-
TATIONS
EN TOUT GENRE.**

dont ils n'avaient pas conscience —, neutraliser leurs différences, faire d'eux des monades libres de s'inventer et de se réinventer. Plus de nature, d'identité sexuelle, de coutumes familiales ou de traditions religieuses: il est temps de casser les structures pour asseoir l'avènement de l'Homme façonneur de lui-même. Pour y parvenir, un seul chemin: confier aux autorités la mission de promouvoir et de valider la multiplicité des désirs, et en même temps de réduire à néant les disparités. Résultat des courses: non pas moins d'État, comme en rêvaient les libéraux de l'ancien monde, mais plus d'État pour transformer la vie. Non pas moins mais plus d'interventionnisme, pour

corriger toutes les inégalités, réelles ou supposées, quitte à imposer lois et réglementations en tout genre.

Une fois ce virage à l'esprit, il est logique de voir les lieutenants d'En marche! et leurs alliés valider sans sourciller l'extension du passe sanitaire. Le libéralisme d'aujourd'hui se veut autoritaire, désireux de faire le bien à la place des citoyens. Imposer à chacun de ➔